Perspectives chinoises

2009/2 | 2009
1989, une rupture dans l'histoire chinoise ?

Le grand renversement

Jean-François Huchet

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5226
ISSN : 1996-4609

Éditeur
Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée
Date de publication : 1 juin 2009
Pagination : 114-122
ISSN : 1021-9013

Référence électronique
Jean-François Huchet, « Le grand renversement », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2009/2 | 2009, mis en ligne le 01 juin 2011, consulté le 28 octobre 2019. URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5226

© Tous droits réservés

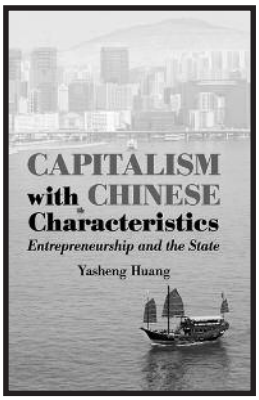
Le grand renversement

JEAN-FRANÇOIS HUCHET

À l'heure où le gouvernement chinois vient de fêter en grande pompe le 30e anniversaire du lancement des réformes économiques et où il s'apprête à passer sous silence le 20e anniversaire du massacre de la place Tiananmen, l'analyse développée par l'économiste Huang Yasheng dans son dernier livre prend une signification tout particulière. La période qui s'étend du 4 juin 1989 au XIVe Congrès du Parti communiste chinois (PCC) en octobre 1992, est en effet passée sous silence non seulement dans les médias chinois, mais plus grave encore, dans la plupart des analyses économiques issues des milieux académiques chinois [1]. Cette période revêt pourtant une importance capitale dans la trajectoire des réformes économiques. Il est bien sûr difficile de réécrire l'histoire et, comme le précise Barry Naughton dans ce dossier, un certain nombre de mesures d'ajustement dans les réformes qui ont été mises en place après le 4 juin 1989, auraient de toutes les manières dues être adoptées même si le camp des réformateurs l'avait emporté. Pour autant, selon Huang Yasheng, d'autres choix politiques auraient pu être privilégiés par les dirigeants chinois. L'économie et la société chinoise auraient alors eu selon lui un visage bien différent aujourd'hui, notamment sur le plan de l'équité sociale. C'est justement l'analyse de l'impact de cette inflexion de la trajectoire générale des réformes économiques qui intervient entre 1989 et 1992 et de ses conséquences sur la structuration d'un capitalisme d'un type très particulier qui constitue le socle du livre de Huang Yasheng.

Un des aspects les plus intéressants de l'ouvrage repose sur la méthode d'analyse retenue par l'auteur. Huang Yasheng se place résolument sur le terrain de l'économie politique. Il reconnaît et assume, ce qui est suffisamment rare chez les économistes pour le souligner, la primauté de la politique dans la généalogie et le déroulement des réformes économiques chinoises. Le lecteur ne trouvera pas de longs développements concernant le bras de fer idéologique qui s'est déroulé durant la période 1991-92 entre Deng Xiaoping et les conservateurs (qui agissaient sous la houlette de Chen Yun [2]) au sujet de l'orientation des réformes économiques. Mais il ressortira après la lecture des cinq longs chapitres qui charpentent le livre avec une vision détaillée et assez convaincante du caractère central de l'impact des choix politiques sur la structuration de l'économie et de la société chinoise depuis le lancement des réformes en 1978. Huang Yasheng propose une périodisation du décollage économique et de l'émergence du capitalisme depuis les 30 dernières années autour de deux périodes, qui sont selon lui caractérisées par des choix politiques distincts de la part des dirigeants chinois. Il y a très clairement dans son analyse un avant et un après 1989 dans la structuration du capitalisme chinois. Et bien qu'il reconnaisse les efforts du tandem Hu Jintao-Wen Jiaobao depuis 2003 pour modifier certains aspects du capitalisme chinois (conditionnés sur le plan idéologique sous le concept de « société harmonieuse »), il insiste sur le fait que la Chine est encore loin d'être sortie de la trajectoire initiée en 1989. Selon l'auteur, les choix politiques qui ont prévalu au moment du XIVe Congrès du PCC en octobre 1992 vont profondément modifier la trajectoire qui avait été initiée en 1978 et qui s'était structurée durant les années 1980.

L'analyse que nous propose l'auteur sur les années 1980 tranche de manière assez profonde avec celles avancées par bon nombre d'économistes chinois et occidentaux. C'est d'ailleurs certainement un des points les plus forts et les plus originaux de son ouvrage qu'il développe dans son deuxième chapitre intitulé « la décennie entrepreneuriale ». Selon lui, les réformes qui ont été mises



Huang Yasheng,
Capitalism with Chinese Characteristics,
Cambridge, Cambridge University Press, 2008, 348 p.

1. Voir par exemple pour une accessibilité en langue anglaise, mais qui reflète ce que l'on trouve en langue chinoise, le numéro spécial consacré aux réformes économiques dans la revue *China Economist*, Jin Bei, « China's 30-year Industrial Reform in Restrospect », *China Economist*, n° 15, juillet-août 2008, p. 41-54.
2. Pour une analyse détaillée de cette période voir en langue chinoise *Zheng Ming*, 1er avril 1992, sinon en langue anglaise R. Baum, "China after Deng: Ten Scenarios in Search of Reality", *The China Quarterly*, n° 145, mars 1996, p. 153-175 ; B. Naughton, *Growing out of the Plan Chinese Economic Reform 1978 -1993*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995 ; T. Saich, "The Fourteen Party Congress: a Programme for Authoritarian Rule", *The China Quarterly*, n° 132, décembre 1992, p. 1136-1160 ; S. R. Schram, "China after the 13th Party congress", *The China Quarterly*, n° 114, juin 1998, p. 177-197 ; S. Zhao, "Deng Xiaoping's Southern Tour: Elite Politics in Post-Tiananmen China", *Asian Survey*, vol. 33, n° 8, août 1993, p. 739-756.

en place dans les zones rurales dès la fin des années 1970 ont été beaucoup plus radicales et libérales sur le plan de l'entreprenariat que ce qui a été présenté dans la littérature académique traitant de cette période. Il fonde son argumentation sur une analyse du changement du système d'incitations des paysans à l'investissement et à l'entreprenariat privé. Le changement dans ces domaines a été selon lui très profond et non pas comme l'ont présenté les économistes occidentaux, un commencement ou un changement en direction de l'orthodoxie néoclassique. L'erreur qui a été commise selon lui dans la plupart des analyses, tient au fait que l'on a comparé le contenu et la nature des politiques mises en place à cette époque en Chine aux canons anhistoriques et désincarnés des manuels d'économie néoclassique. Cela a conduit la plupart de ces analyses à retenir deux traits fondamentaux dans les réformes économiques chinoises : premièrement, une approche progressive et incrémentale dans la mise en place des réformes et, deuxièmement, la croyance dans l'efficacité d'une forme incomplète, intermédiaire et hybride des droits de propriété, dits « collectifs », des entreprises rurales des bourgs et des villages. Sur cette question centrale et emblématique des droits de propriétés, l'auteur critique abondamment les travaux de Qian Yingyi et de Joseph Stiglitz [3] qui ont contribué selon lui à influencer de façon erronée la manière dont a été analysée cette période, et de manière plus générale, les réformes économiques chinoises. Leurs travaux ont cherché à démontrer l'efficacité de ces droits de propriétés hybrides dans un contexte de réformes incomplètes (par rapport au cadre néoclassique) en montrant que la bureaucratie locale pouvait s'autolimiter dans la prédation des bénéfices issus des entreprises collectives, voire devenir le principal créateur et gérant d'entreprises dans les zones rurales. Selon ces auteurs, les entreprises rurales des bourgs et des cantons offraient une solution théorique et pratique au problème du respect des droits de propriété dans un environnement politique « hostile ». Lorsqu'une entreprise collective devenait rentable, l'État local propriétaire n'avait aucune incitation à exproprier le management ou a jouer un rôle prédateur ; il allait de lui même être incité à protéger les intérêts de l'entreprise qui, *in fine*, étaient aussi les siens. La propriété collective (donc publique) était bien sous optimale au regard des canons néoclassiques. Mais dans le contexte chinois particulier de réformes partielles du système économique, elle servait finalement de rempart et de protection face aux attitudes prédatrices traditionnelles de la bureaucratie et encourageait une privatisation *de facto* du management de l'entreprise. L'analyse que développe Huang Yasheng sur ce point diverge de celle avancée par Qian Yingyi et Joseph Stiglitz et le mène à des conclusions radicalement différentes sur la nature des réformes économique chinoises. L'auteur a cherché à se replacer dans le contexte historique (lendemain de la Révolution culturelle) très particulier de la politique et de la société chinoise de l'époque. Selon Huang Yasheng, il s'avère beaucoup plus important d'analyser « jusqu'à quel point les nouvelles incitations s'écartaient de celles existant en Chine durant la Révolution culturelle au cours des années 1970, et non pas de leur proximité avec des manuels d'économie et des institutions politiques occidentaux [4] ». L'auteur montre qu'au contraire de la Russie postsoviétique [5], les paysans chinois ont réagit très favorablement et très tôt aux changements du système d'incitations. Si les référents avaient été ceux des textes néoclassiques, peu de paysans auraient pris le risque d'investir tout leur temps, leur maigres économies et surtout de s'endetter. Certes, il restait aussi dans bon nombre de provinces chinoises une mémoire encore vive (parfois même des survivants) de l'entreprenariat et du commerce de la période prémaoïste. Mais Huang Yasheng montre de manière assez convaincante que c'est avant tout parce que le changement du système d'incitations leur est apparu suffisamment drastique et consistant qu'ils ont pris le risque de se lancer dans une aventure entrepreneuriale. Néanmoins, la différence avec la situation qui prévalait durant la Révolution culturelle ne pouvait expliquer à elle seule cette vague immense de création d'entreprises dans les zones rurales. Il insiste sur le fait que cette modification profonde du système d'incitations a été le résultat d'une politique « consistante, délibérée, issue d'un cadre politique libéral ». Cette politique a débouché sur une amélioration de la sécurité personnelle (des biens et des personnes), sur une plus grande flexibilité microéconomique et, *in fine*, a permis de s'écarter du « consensus de Moscou ». Pour appuyer son argumentation, Huang Yasheng fournit au lecteur une description minutieuse des différentes directives traitant des entreprises collectives rurales mises en place durant les années 1980. L'auteur montre que malgré certaines attaques idéologiques provenant de la gauche du PCC, la politique de libéralisation de l'entreprenariat dans

3. Voir par exemple, Qian Yingyi et Joseph Stiglitz, « Institutional Innovations and the Role of Local Government in Transition Economies : the Case of Guangdong Province of China », *in* John McMillan et Barry Naughton (éd.), *Reforming Asian Socialism : The Growth of Market Institutions,* Ann Arbor, University of Michigan Press, 365 p.

4. Huang Yasheng, *Capitalism with Chinese Characteristics,* Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p. 87.

5. D. Remnick, *Resurrection. The Struggle for a New Russia*, New York, Random House, 1997 ; S. Schmemann, *Echoes of a Native Land. Two Centuries of a Russian Village*, New York, Alfred A. Knopf, 1998.

les zones rurales a été constante, cohérente, et s'est renforcée tout au long des années 1980 jusqu'en 1989.

Un dernier point, qui est central dans l'argumentation de Huang Yasheng sur la période des années 1980, mérite d'être souligné. Alors que les économistes occidentaux ont rangé dans la même catégorie toutes les entreprises des bourgs et des cantons, à savoir sous le statut « collectif », donc public, une analyse des directives promulguées par gouvernement chinois montre que celui-ci avait introduit une distinction très claire pour ce type d'entreprises entre celles « collectives » et celles privées. Le texte le plus important selon lui est « le document n°4 » du ministère de l'Agriculture publié en 1985, qui servira de référence pour différencier les entreprises des bourgs et des campagnes en Chine [6]. Dans ce document une distinction précise est donnée entre « les entreprises parrainées par les gouvernements des cantons et des bourgs, celles relevant d'alliances d'entreprises créées par des paysans, [...] ainsi que des entreprises individuelles [7] ». Il y avait donc très clairement, selon l'auteur, une partie des entreprises qui étaient des entreprises privées et reconnues comme telles par les autorités chinoises. C'est peut être le point le plus original et le plus important de l'ouvrage de Huang Yasheng même si, concernant la portée théorique qu'il souhaite lui donner, il peut faire l'objet de certaines critiques sur lesquelles nous reviendront plus bas. L'auteur démontre que c'est précisément les firmes privées parmi les entreprises des bourgs et des cantons qui ont connu le plus fort taux de croissance (en nombre et en volume d'investissement), et qui ont été les plus rentables durant les années 1980 (bénéfices après impôts [8]). À la veille des événements de 1989, et grâce aux politiques mises en place par le gouvernement chinois depuis 1978, les entreprises privées dans les zones rurales étaient même sur le point de dépasser les entreprises collectives en terme d'emplois créés. Le dynamisme des entreprises des bourgs et des villages si souvent avancé dans les analyses des économistes occidentaux (et J. Stiglitz est une nouvelle fois critiqué [9]) pour expliquer le miracle économique chinois n'était en rien, selon Huang Yasheng, le fait des entreprises collectives, mais bien celui des entreprises privées.

Les conséquences que l'auteur tire de cette analyse des sources du dynamisme économique de la Chine durant la décennie 1980 sont nombreuses et fondamentales dans la compréhension de la nature du capitalisme chinois ainsi que dans les explications concernant la réduction de la pauvreté depuis le lancement des réformes en 1978. Sur ce dernier point, l'auteur fait un lien direct entre le recul de la pauvreté et le dynamisme des entreprises privées dans les zones rurales. La plupart des études sur le plan international s'accordent à reconnaître qu'il y a eu sous le *leadership* communiste (même s'il reste des débats sur le choix du seuil de pauvreté par le gouvernement chinois) une des plus importantes réduction de la pauvreté jamais enregistrée dans l'histoire économique sur une période aussi courte. Le nombre d'individus pauvres est passé de 250 millions (selon les critères retenus par les autorités chinoises) en 1978 à 34 millions en 1999. Néanmoins, cette réduction n'a pas été constante sur les deux décennies. Huang Yasheng indique que la réduction a été beaucoup plus rapide durant les années 1980, avec près de 154 millions de personnes tirées de la pauvreté, que durant la décennie suivante où seulement 62 millions d'habitants ont été concernés [10]. L'auteur montre de manière très persuasive que la plus forte réduction enregistrée durant la décennie 1980 n'est pas due à des effets de rendements d'abord croissants, puis décroissants, des politiques de lutte contre la pauvreté ; ou bien, dit d'une autre manière, qu'il aurait été plus facile de réduire la pauvreté au début des réformes en 1978 avec l'adoption de quelques mesures simples contrastant avec les aberrations de la Révolution culturelle. Huang Yasheng montre au contraire que les créations d'entreprises privées rurales ont été particulièrement importantes dans les provinces les plus pauvres de Chine et qu'elles ont constitué un des principaux facteurs de réduction de la pauvreté dans ces régions. Il indique que la recherche académique occidentale et chinoise s'est très largement focalisée sur les créations d'entreprises des bourgs et des villages dans les provinces côtières et a délaissé (pour des raisons objectives d'accès aux terrains de recherche) l'étude de ce phénomène dans les provinces les plus pauvres. Il fait également remarquer, égratignant au passage les thuriféraires de la globalisation, que cette très forte réduction de la pauvreté est intervenue dans une Chine encore très fermée à l'égard des investissements étrangers et du commerce extérieur.

L'autre conséquence tirée par l'auteur du dynamisme des entreprises privées dans les zones rurales, le conduit à analyser la nature du capitalisme embryonnaire qui s'est développé en Chine durant les années 1980, mais aussi de son changement de trajectoire à partir de 1989. Selon Huang Yasheng, la politique menée par le gouvernement chinois tout au long des années 1980 était très clairement orientée

6. Huang Yasheng, *Capitalism with Chinese Characteristics, op. cit.*, p. 74.
7. *Ibid.*
8. *Ibid.*, p. 80
9. *Ibid.*
10. *Ibid.*, p. 104

en faveur d'une réelle décentralisation du pouvoir de décision économique au profit des paysans et du développement de l'entreprenariat dans les zones rurales. S'appuyant sur une analyse minutieuse de documents et de directives du gouvernement et des banques d'État, qui selon lui, n'a jamais été effectuée auparavant par les économistes occidentaux ou chinois, l'auteur montre à quel point la politique a été consistante, constante et très clairement libérale concernant l'entreprenariat privé dans les zones rurales. C'est le cas de la politique du crédit et de l'accès au financement, notamment via les réformes mises en place dans les coopératives rurales de crédit [11]. Un des premiers actes des dirigeants en 1978 a été de restaurer le management originel des coopératives rurales de crédit qui existait au moment de leur création dans les années 1950. Celui-ci reposait sur trois piliers : un management assuré par des membres élus (définissant les priorités de crédit selon les spécificités régionales), une gestion selon des règles démocratiques, et une gestion opérationnelle flexible. Ces réformes des coopératives rurales de crédit ont été initiées selon l'auteur au plus haut niveau de l'État durant les années 1980, et il montre que ce soutient va leur permettre de jouir assez rapidement d'une forte d'autonomie de gestion. En 1989, l'auteur indique que les coopératives rurales de crédit étaient devenues des acteurs incontournables de l'entreprenariat dans les zones rurales, fournissant 76,8 % du total des crédits à l'agriculture (et servant largement de relai de la Banque d'agriculture de Chine), et surtout 47,8 % des crédits accordées aux entreprises des bourgs et des cantons [12]. Les directives du gouvernement et plusieurs décisions du PCC indiquent également la volonté de mettre en place une politique active de libéralisation concernant l'emploi dans les entreprises privées rurales, les droits de commercialisation, la propriété avec la possibilité d'émettre des actions pour les PME rurales. Huang Yasheng insiste aussi sur le fait qu'il y aura eu plus de rencontres officielles organisées par le PCC avec des entrepreneurs privés dans les années 1980 que dans les années 1990. Jiang Zemin interdira en 1989 le recrutement des petits entrepreneurs privés dans le PCC répondant à des demandes pressantes des conservateurs juste après le massacre de la place Tiananmen. Il faudra attendre 2001, et la formulation de la théorie des « trois représentations », pour que Jiang Zemin abolisse cette décision alors que plusieurs documents officiels du PCC des années 1980 préconisaient un traitement égalitaire des petits entrepreneurs privés et leur recrutement dans le Parti. De manière générale, Huang Yasheng pense que le capitalisme embryonnaire chinois des années 1980 était placé sur une trajectoire qu'il qualifie de « libéralisme directionnel [13] » (*directional liberalism*) caractérisé par la décentralisation, le recul de l'intervention du PCC dans la vie économique, l'entrepreneuriat privé, et le développement des zones rurales. Cette trajectoire va être interrompue au lendemain du 4 juin 1989. La deuxième moitié de son livre est donc consacrée à ce changement de trajectoire dans l'émergence du capitalisme chinois, changement qu'il considère comme profond et durable, s'opposant ainsi aux thèses de la transition incrémentale et progressive de l'économie chinoise vers l'économie de marché qui dominent la réflexion des économistes occidentaux et chinois. L'auteur décrit dans son troisième chapitre, intitulé « un grand renversement » (*A great reversal*), la remise en cause des politiques initiées durant les années 1980 en faveur des zones rurales et la mise en place de réformes contrastant avec la décennie précédente, exclusivement orientées sur les zones urbaines et marquant un retour en force du PCC dans la gestion de l'économie. On connaissait assez bien dans la littérature académique les motivations qui ont poussé le PCC à changer de cap en 1992 sur un certain nombre d'orientations des réformes des années 1980, notamment celles exprimées en septembre 1991 par Chen Yuan (le fils de Chen Yun) dans un article qui fit date, et dans lequel il dénonce les idées romantiques capitalistes, la politique de réforme radicale et la nécessité pour le PCC de reprendre le contrôle de l'économie et des entreprises afin d'éviter le sort du Parti communiste de l'Union Soviétique [14]. La recentralisation des systèmes bancaire et fiscal, ainsi que la réforme urbaine des entreprises d'État, ont également fait l'objet d'une littérature abondante. Néanmoins, beaucoup moins d'études se sont arrêtées sur le sort de l'industrie dans les zones rurales après 1992, si ce n'est pour souligner l'essoufflement du dynamisme des entreprises rurales des bourgs et des cantons et leur conversion du statut collectif à celui privé à la fin des années 1990 [15]. Or, sur cette question, l'ouvra-

11. *Ibid.*, p. 150
12. *Ibid.*, p. 146
13. *Ibid.*, p.35-40 et 237-240.
14. Chen Yuan, « China's Realistic Countermeasures and Strategic Choices after the Drastic Changes in the Soviet Union » qui après une circulation interne sera publié dans le *Zhongguo Qingnianbao*, puis dans *Zhongguo Zhichun*, décembre 1992, cité par S. Zhao, « Deng Xiaoping's Southern Tour: Elite Politics in Post-Tiananmen China », *Asian Survey*, vol. 33, n° 8, août 1993, p. 739-756.
15. M.-C. Bergère, *Capitalismes et capitalistes en Chine. Des origines à nos jours.*, Paris, Perrin, 2007 ; B. J. Dickson, *Red Capitalists In China. The Party, Private Entrepreneurs and Prospect for Political Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003 ; G. Guiheux, "La cristallisation inachevée du secteur privé", *Perspectives chinoises*, n° 71, mai - juin 2002, p. 24-35 ; K. S. Tsai, *Capitalism without Democracy*, Ithaca, Cornell University Press, 2007.

ge de Huang Yasheng apporte toute une série de précisions et d'éléments nouveaux qui sont assez précieux pour comprendre le changement de trajectoire du capitalisme chinois. Pour l'auteur, la politique à l'égard des zones rurales après 1989, ressemble à une tentative d'étouffement des forces productives privées, tentative qui parviendra au bout de dix ans partiellement à ses fins. L'auteur détaille toutes les contre-mesures prises à partir de la fin de l'année 1989 sur le crédit bancaire, notamment la remise en cause des réformes dans les coopératives rurales de crédit, le durcissement des contraintes de création d'entreprises privées, la forte expansion de la bureaucratie rurale et le renforcement de la hiérarchie administrative aux dépens de l'autonomie décisionnelle des paysans. À partir du début des années 1990, les banques reçoivent l'ordre selon lequel c'est l'agriculture et non plus l'entreprenariat qu'il faut désormais soutenir. Une des conséquences importantes de cette politique sur laquelle insiste beaucoup l'auteur, réside dans la diminution relative du revenu non salarié et non agricole (issu de l'entrepreneuriat) dans le revenu des ménages ruraux au profit des revenus salariés non agricole (à savoir le travail en usine ou dans les services dans les zones urbaines). La politique « d'étouffement » de l'entreprenariat dans les zones rurales aurait ainsi contribué à accélérer la prolétarisation des ménages ruraux.

Sur le volet urbain et général de la réorientation des réformes à partir de 1989, l'auteur n'apporte pas grand-chose de nouveau par rapport à la littérature existante. On reviendra d'ailleurs sur ce point plus bas dans les critiques que l'on peut lui adresser. Il choisit plutôt d'aborder le problème en s'attaquant au joyau du capitalisme chinois des années 1990, à savoir le développement de Shanghai. L'auteur se montre assez critique sur le modèle shanghaïen. Il insiste sur le fait que derrière la façade fastueuse de l'immobilier et des infrastructures, le modèle shanghaïen est loin de prouver l'efficience qu'on lui prête. C'est le cas sur la question de l'innovation sur laquelle l'auteur s'arrête assez longuement, montrant que la zone technologique du Pudong n'a pas constitué un vivier dynamique de start-up spécialisées sur la haute technologie. Shanghai aurait même perdu du terrain face à Pékin, aux provinces du Guangdong, et celles environnantes du Zhejiang ou du Jiangsu. En lien direct avec ce problème, Huang Yasheng montre à quel point Shanghai est restée une économie dominée par l'État et par l'industrie, avec tout ce que cela implique sur les carences en matière de développement de l'entreprenariat privé, des services, notamment financiers et juridiques pour une ville qui aspire à devenir le centre financier de la République populaire de Chine devant Hong Kong. Il fait remarquer que sur les 1 582 plus grandes entreprises privées du pays, dans les 100 premières, seulement six sont de Shanghai, dont trois liées à l'immobilier et figurent toutes dans le bas du classement [16]. Plus grave encore, l'auteur s'arrête longuement sur le développement d'un capitalisme de copinage, fondé sur l'immobilier, les passe-droits, la corruption et l'expropriation des terres. En résumé, Huang Yasheng, prenant le contrepied de beaucoup d'analyses, montre que le modèle de Shanghai, qui s'est diffusé dans le reste de la Chine, notamment dans ses dimensions immobilière et mafieuse, « n'est pas antithétique en soit au capitalisme, il est par contre antithétique à un type de capitalisme vertueux [17] ».

C'est avec ce questionnement en tête sur les facteurs qui déterminent l'existence d'un capitalisme vertueux que l'auteur se livre dans le dernier chapitre de son ouvrage à un exercice comparatiste avec d'autres pays pour essayer de mieux comprendre où se situe la Chine aujourd'hui sur ce point fondamental. Sur la comparaison avec le capitalisme indien, Huang Yasheng a été un des pionniers parmi les économistes du développement à se lancer dans cet exercice difficile, parfois périlleux. Il reprend ici une bonne partie de ses arguments développés sur l'Inde dans d'autres publications, tout en essayant de systématiser son analyse comparative théorique et en élargissant la comparaison avec d'autres pays d'Asie orientale et d'Amérique latine. Plusieurs points intéressants ressortent de cette analyse. Premièrement, contrairement à ce que certaines études influentes comme celles de l'OCDE [18] ont avancé, l'État reste prédominant dans la gestion de l'économie et dans le contrôle des entreprises. L'auteur s'étonne à juste titre du caractère approximatif des calculs auxquels s'est livrée l'OCDE (voir dans le premier chapitre du livre p. 15) pour évaluer la part de l'État dans l'économie chinoise. Malgré une avancée du secteur privé, la Chine reste de très loin le pays où l'État demeure, indirectement via le financement bancaire, et directement via le contrôle du capital des firmes, le principal acteur du fonctionnement de l'économie. Selon l'auteur, le secteur privé en Chine serait beaucoup plus réduit que ce qui apparaît dans les études de l'OCDE. À titre d'exemple, sur la base des calculs de l'auteur, la part dans la valeur ajoutée du secteur privé ne serait plus que de 17,6 % en 1998 (au lieu de 28,9 % dans

16. Huang Yasheng, *Capitalism with Chinese Characteristics, op. cit.*, p. 229.
17. *Ibid.*, p. 228.
18. OCDE, *Economic Survey China*, Paris OCDE, 2005, 206 p. ; Sean Dougherty et Richard Herd, *Fast-Falling Barriers and Growing Concentration : the Emergence of a Private Economy in China*, Paris, OCDE, 2005.

le calcul de l'OCDE) et de 39,8 % en 2005 (au lieu de 71,2 % selon l'OCDE [19]). Deuxièmement, en lien avec l'importance du secteur d'État, l'auteur fait remarquer qu'aucun des pays qui entrent dans sa comparaison n'a enregistré, sur une période aussi longue, une part aussi importante de l'investissement en capital fixe dans le PIB (qui continue en Chine de se situer au dessus de 40 %). Cette caractéristique implique que le capitalisme chinois privilégie une ponction colossale sur les ressources du pays au profit de l'investissement et aux dépends de la consommation, avec tout ce que cela implique en matière de répartition des revenus aux dépends des ménages, de surinvestissement, et des limites énergétiques et environnementales d'une croissance essentiellement industrielle. Ce trait saillant du capitalisme chinois est d'ailleurs devenu, depuis le déclenchement de la crise économique mondiale, la pierre d'achoppement de la résolution des déséquilibres macroéconomiques mondiaux (les États-Unis consommant trop et n'épargnant pas assez et la Chine de son côté épargnant et investissant trop). Troisièmement, l'auteur revient sur la question de l'évolution de la répartition du revenu. Il insiste sur le fait que l'augmentation des inégalités durant les périodes de forte croissance économique n'est pas une fatalité au regard de ce qui s'est passé (ou de ce qui se passe) dans d'autres pays. Bien au contraire. L'auteur rappelle avec force que le développement économique à Taiwan, en Corée, au Japon, ne s'est accompagné que d'une très faible augmentation du coefficient de Gini dans la première phase de développement pour redescendre très rapidement à des niveaux incomparablement plus faibles que ceux observés aujourd'hui en Chine [20]. Quatrièmement, l'auteur revient sur la démythification, qu'il juge nécessaire en ce qui concerne la Chine, de l'importance de l'immobilier et des infrastructures dans la contribution au développement humain, et de manière plus générale sur l'efficience productive et entrepreunariale de la Chine. Sans contester bien sûr l'importance de l'investissement dans les infrastructures et dans l'immobilier dans le développement économique des nations, l'auteur pense qu'il faut aller au-delà de ce qui frappe l'œil de l'économiste ou du businessman étranger lorsqu'il passe de Pékin à New Delhi. D'autres critères plus « soft », notamment sur l'innovation, l'entreprenariat, le crédit au secteur privé, la qualité du système juridique, la défense des droits de propriété (notamment intellectuels), la quantité de ressources énergétiques consommées pour produire un dollar de PIB, sont aussi à prendre en compte dans l'efficience productive d'un modèle capitaliste. Sur ces points, l'auteur prend l'Inde comme référent et montre par exemple que sur certains critères retenus dans le World Business Environment Survey, l'Inde améliore lentement mais surement tous les facteurs de compétitivité microéconomiques depuis ses réformes en 1991, et dépasse la Chine sur plusieurs points depuis le début des années 2000. Enfin, cinquièmement, l'auteur analyse le poids de la bureaucratie et de la corruption dans le capitalisme chinois. Il indique que les investissements destinés au train de vie de l'État et du PCC ont explosé au regard de dépenses beaucoup plus prioritaires dans le domaine de l'éducation, de la santé ou de la protection sociale. Huang Yasheng indique que le budget de dépenses en investissements fixes pour l'État (bâtiments publics et autres investissements lourds de l'État) représentait 137 milliards de yuans (17 milliards de dollars américains) en 2002, somme à comparer aux 56,6 milliards de yuans (7 milliards de dollars américains) d'investissements publics dans le secteur rural. En d'autres termes, 800 millions de personnes en Chine reçoivent la moitié de ce que s'attribuaient la même année 46 millions de fonctionnaires ! Il faut selon l'auteur remonter à l'année 1982 pour voir un ratio aussi important du montant des investissements en capital fixe destinés à l'État sur le total des dépenses d'investissement en capital fixe de l'État, soit 7,1 %, alors qu'il avait baissé à 2,3 % en 1990, pour remonter ensuite à 4,7 en 1995, puis 6,2 % en 1998.

Mis bout à bout, tous ces critères de comparaison mènent l'auteur à questionner l'efficience, tant sur le plan économique que sur celui de l'équité sociale, du changement de trajectoire du capitalisme chinois initié à partir de 1989. Ce faisant, il se rapproche bien sûr du débat des années 1990 sur la question de l'évolution et des avantages d'un modèle capitaliste et politique néo-autoritaire pour la Chine (que certains analystes avaient discerné dans le discours programme de Zhao Ziyang au XIII[e] Congrès du PCC à l'automne 1987) *versus* un modèle néoconservateur qui s'est matérialisé en Chine depuis 1989 avec certes, beaucoup d'idiosyncrasies. Mais il le fait en déployant une argumentation riche, convaincante, originale, d'une grande précision, et très courageuse, ce qui fait de son livre in fine une analyse de référence et désormais incontournable sur l'évolution du capitalisme chinois depuis 1978.

Malgré les grandes qualités du livre, on peut opposer plusieurs reproches à l'auteur dans la construction de son argumentation. Huang Yasheng se livre en effet à un procès à charge contre la politique des années 1990, tout en idéalisant celle des années 1980. À le lire, la politique industrielle de type centralisée serait une invention des années 1990, symptomatique de la volonté du gouvernement chinois d'être

19. Huang Yasheng, *Capitalism with Chinese Characteristics, op. cit.*, p. 16
20. *Ibid.*, p. 279.

l'unique chef d'orchestre du développement économique et de resserrer son contrôle sur les institutions économiques. Dans une telle interprétation, les années 1980 auraient au contraire été caractérisées par une volonté uniforme de décentraliser la décision économique au profit des acteurs, qu'ils soient directeurs d'entreprises d'État ou paysans entrepreneurs et de laisser se développer le secteur privé. Sur cette question centrale de la politique industrielle, cette manière de présenter les deux décennies ne correspond pas à la réalité des faits. Une chose est de dire qu'elle a été très certainement plus efficace dans les années 1990 que dans les années 1980, une autre est de faire l'impasse sur son existence dans les années 1980. Or la politique industrielle était pourtant bien omniprésente dans les années 1980. Il suffirait de citer les multiples « livres blancs » et autres grands plans de développement sectoriel lancés durant les années 1980 pour montrer la faiblesse de l'argumentation de l'auteur. Les conditions de mise en pratique de la politique industrielle étaient certes différentes durant les années 1980. La politique industrielle était en effet largement imbriquée avec la planification socialiste qui restait le principal outil de gestion de l'économie urbaine et ce malgré les réformes dites de la « double voie » visant à insuffler une plus grande autonomie décisionnelle pour les entreprises. La volonté du gouvernement de tout orchestrer et d'être le principal acteur du changement économique n'en était pas moins au centre des préoccupations des dirigeants réformateurs, les mêmes qui menaient une politique libérale dans les campagnes. Malgré les multiples références aux vertus du dirigisme économique japonais, sud-coréen, voire français durant les années 1980 qui auraient pu laisser entendre une évolution vers un État de type plus organisateur qu'acteur de la politique industrielle [21], la réalité domestique était bien loin de ces expériences étrangères. Si le secteur privé était bien toléré, voire encouragé, dans les zones rurales, il était totalement absent de l'économie urbaine dans les années 1980, ce qui constituait en soit une différence fondamentale avec ces modèles de développement étranger auxquels il était fait référence dans les documents de stratégie de développement industriel. Ce qui intéressait les décideurs chinois résidait plus dans les objectifs de la politique industrielle, à savoir la constitution de grands groupes industriels chinois à l'image des Sony, Samsung ou Alcatel que de copier les principaux facteurs d'un capitalisme démocratique où la propriété privée est un des principaux socles du fonctionnement de l'économie au Japon, en Corée du Sud ou en France. Fin connaisseur de l'économie chinoise et de cette période, le silence de Huang Yasheng sur ces questions est assez étonnant.

En ce qui concerne, les années 1990 on peut aussi reprocher à l'auteur d'avoir ignoré les nécessités d'un réaménagement, même partiel, des réformes économiques lancées dans les années 1980. La recentralisation du pouvoir décisionnel dans les systèmes bancaire et fiscal étaient en partie nécessaire, et il y a fort à penser que même si les réformateurs avaient gagné la bataille politique en 1989, ils auraient dû mettre en place des mesures de correction de la décentralisation menées durant les années 1980. La recentralisation des processus décisionnels était aussi liée à la question de la modernisation et de l'adaptation des institutions pour une transition vers une économie de marché. Certes, on pourrait objecter pour aller dans le sens de l'auteur que les entreprises privées rurales, qui étaient au cœur du dynamisme économique des années 1980, auraient dû être épargnées par ce mouvement de recentralisation du crédit. Il est vrai que le pouvoir aurait pu entamer la réforme urbaine du secteur public à partir du début des années 1990 sans pour autant revenir sur la politique favorable à l'entreprenariat dans les zones rurales. Néanmoins, il y avait également pour les dirigeants de l'époque, une nécessité urgente, compte tenu des difficultés accumulées dans le secteur public et de son impact sur le système bancaire et fiscal, de se focaliser sur la réforme des entreprises publiques urbaines qui étaient, bien plus que les entreprises rurales, au cœur du système économique de l'époque. Plusieurs études comme celles de Nicholas Lardy [22] ont montré quelques années plus tard la gravité du problème des mauvaises dettes dans le secteur bancaire, issues des entreprises d'État. L'absence de réformes urbaines aurait très certainement mené la Chine vers une crise bancaire et fiscale importante à la fin des années 1990. On ne peut donc véritablement, comme le fait l'auteur de manière implicite, reprocher aux dirigeants des années 1990 d'avoir focalisé leur attention et les ressources du pays sur la réforme urbaine. Il est regrettable que les dirigeants, pour des raisons idéologiques, aient décidé de ne pas maintenir une politique favorable au secteur privé dans les zones rurales. Toujours sur les années 1990, concernant le secteur privé urbain cette fois, l'auteur a également tendance à sous-estimer les évolutions favorables sur le plan politique qui interviennent au milieu des années 1990. L'auteur a parfaitement raison de rappeler l'aversion qui anime les dirigeants conservateurs de la période 1989 à 1992 à l'égard

21. Voir à ce titre la politique de constitution des groupes industriels durant les années 1980.

22. N. R. Lardy, *China's Unfinished Economic Revolution*, Washington D. C., Brookings Institution Press, 1998, 304 p.

du secteur privé, et qui va se traduire par des politiques discriminatoires à son encontre. Néanmoins, dès le milieu des années 1990, des avancées importantes sont enregistrées sur le plan juridique concernant le respect de la propriété privée et de la création d'entreprises privées en milieu urbain. C'est d'ailleurs à partir de cette période que l'on enregistre un développement rapide du secteur privé dans l'économie urbaine. Ce développement est certes moins rapide et moins significatif que ce que l'OCDE a bien voulu démontrer, mais on assiste tout de même à une montée en puissance réelle du secteur privé dans l'économie chinoise à partir de cette époque. De manière générale, on regrettera que l'auteur ait voulu pousser peut-être un peu trop loin les différences entre les deux décennies afin de souligner les différences politiques qui animaient les dirigeants des deux périodes sur l'avenir du système politique de leur pays. Même si son analyse sur la périodisation de la réforme reste valable à nos yeux, à trop vouloir marquer les différences et les ruptures, il finit par passer sous silence des continuités dans certaines politiques de l'État, des impératifs de réaménagement des réformes, ainsi que des évolutions positives pour la libéralisation de l'économie mises en place dans les années 1990.

On peut enfin adresser une dernière critique à l'auteur sur le plan de son rapport à l'analyse néoclassique dans l'analyse du décollage industriel et du développement économique. L'auteur développe finalement un rapport assez paradoxal avec l'analyse standard néoclassique. D'un côté, et à juste titre, il dénonce la référence aux canons néoclassiques des économistes occidentaux dans l'analyse du système d'incitation lié aux droits de propriété ; d'un autre côté, il ne prend comme référence dans son analyse du capitalisme vertueux qu'un système économique fondé uniquement sur la propriété privé. Il dénonce l'analyse normative des économistes occidentaux qui n'ont pas vu que, dès les années 1980, c'était bien la propriété privée qui était à l'origine du dynamisme économique chinois. Mais il se replonge lui même dans l'orthodoxie néoclassique et dans une analyse normative du développement économique pour expliquer ce qui marche, ce qui est vertueux et ce qui devrait être fait sur le plan des politiques de réforme du système économique. On regrettera que l'auteur revienne finalement sur ce mode étriqué et relativement simpliste de l'analyse du fonctionnement des firmes, des systèmes économiques, et du décollage industriel et capitaliste des nations. On ne trouve par exemple dans son livre aucune analyse sérieuse du développement de la concurrence dans le système économique chinois urbain à partir du milieu des années 1980. Or, l'apparition de la concurrence, même monopolistique, et même dans le cadre de la propriété publique, a joué un rôle considérable dans la sélection et la performance des firmes. Par exemple, dans plusieurs secteurs industriels comme les télécommunications, l'électroménager, l'informatique, voire l'automobile plus récemment, les firmes publiques soutenues par l'État central dans les années 1980 n'ont souvent pas résisté à la concurrence d'autres firmes publiques (qui, pour leur part, n'étaient pas aidées). L'État s'est souvent adapté à la nouvelle donne concurrentielle dans ces secteurs en abandonnant le soutient à ses « champions nationaux » des années 1980. Les succès de Haier, Huawei, ZTE, pour ne citer que quelques grandes firmes d'État chinoises qui ont su se réformer et devenir compétitive sur le plan international, ne peuvent pas être ignorés de l'analyse du capitalisme chinois. Dans ce domaine également, Huang Yasheng est un trop fin connaisseur de cette littérature et de ce qui s'est passé dans l'industrie chinoise pour ne pas y faire référence, ce qui d'une certaine façon réduit la finesse et la portée de son analyse.

Enfin, toujours en relation avec son analyse du décollage industriel et capitaliste des nations, on ne peut que regretter la prise en compte d'un cadre théorique comparatiste trop simpliste, essentiellement celui de l'ouvrage de Baumol, Litan et Schramm [23] que l'auteur cite abondamment. Or la littérature sur les formes du capitalisme est très abondante et donne une image beaucoup plus complexe que celle fournit par Huang Yasheng sur les facteurs qui mènent un développement vertueux des systèmes économiques. Plus grave encore, mais c'est un défaut récurrent parmi les économistes, l'analyse historique du développement des capitalismes en Europe, au Japon, aux États-Unis depuis le XVIII^{e} siècle, n'est pas abordée avec sérieux dans l'ouvrage de Huang Yasheng, si ce n'est une référence furtive aux « barons voleurs » du capitalisme américain de la fin du XIX^{e} et du début du XX^{e} siècle. Il ne s'agit pas bien évidemment de justifier les périodes de grande corruption par lesquelles sont passées les capitalismes occidentaux (et on observera au passage que l'auteur ne dit pas un mot sur la corruption endémique du capitalisme indien) pour justifier la situation actuelle en Chine. Mais toute analyse des décollages industriels et capitalistes des nations devrait à nos yeux se plonger plus sérieusement dans les travaux des historiens pour coller un peu plus à la réalité très complexe, diverse et surtout fortement évolutive des trajectoires capitalistes nationales.

23. W. Baumol *et al.*, *Good capitalism, Bad Capitalism and Economics of Growth and Prosperity*, New Haven, Yale University Press.

Au total, et malgré ces critiques, l'ouvrage de Huang Yasheng devrait faire date dans la littérature sur l'économie chinoise. L'auteur nous livre en effet une déconstruction et une analyse originale et pertinente de l'émergence du capitalisme chinois depuis 1978. La remise en cause de certaines idées reçues sur le degré de privatisation de l'économie chinoise ou sur le caractère incrémental, progressif, sans à-coups, et presque apolitique des réformes économiques est également salutaire pour la compréhension de l'économie chinoise. Ses thèses reflètent également un certain courage politique et académique que l'on rencontre peu par les temps qui courent. Huang Yasheng n'hésite pas en effet à s'attaquer de front à ce que certains commencent déjà à appeler « le Beijing consensus [24] » et qui reflète une idée de plus en plus prégnante dans les milieux académiques, diplomatiques et des affaires d'une certaine omniscience et prescience du PCC dans la conduite du développement économique. Même s'il le fait parfois en idéalisant un peu trop les années 1980 en Chine et en instrumentalisant certains aspects positifs du capitalisme indien, son ouvrage n'en pose pas moins des questions courageuses et importantes sur les rapports entre État et entreprises, sur la répartition des revenus, sur le rôle du PCC dans le capitalisme chinois, sur le poids de l'immobilier dans l'économie chinoise ou sur l'incidence de la corruption. En bref, pour toutes ces raisons, l'ouvrage de Huang Yasheng mériterait de figurer dans toutes les bibliographies universitaires traitant de la Chine contemporaine ainsi que sur la liste de lecture de tous ceux qui cherchent à comprendre la nature et la portée du décollage économique chinois depuis 1978. •

24. Par opposition au « Washington consensus ».